



*Communiqué Intersyndical du 3 septembre 2024*

## **PLAN SOCIAL A LA PJJ, POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITE !**

**Après le 29 août, on continue le combat ! Grève et mobilisation le 19 septembre 2024 !**

Réunies en intersyndicale le lendemain de la journée d'action du 29 août, nos 4 organisations syndicales ont acté le principe de maintenir mais aussi d'élargir davantage la mobilisation à la PJJ. Après les journées des 14 et 29 août, en pleine période de congés, nous faisons le constat que la détermination et la légitimité de cette lutte restent plus que jamais d'actualité. Nous devons continuer à combattre la politique d'austérité qui ne cesse d'affaiblir et de détruire la PJJ et à défendre un service public de la justice des mineurs de qualité.

Jeudi dernier, des rassemblements importants ont eu lieu dans de nombreux territoires. La grève a plutôt bien été suivie, en légère hausse même, malgré des tentatives d'obstruction dans certains endroits. Sur certains territoires, des élus sont venus apporter leur soutien. Des avocats, des greffiers et des magistrats ont manifesté devant les Tribunaux Judiciaires. Des délégations ont été reçues en DIR et en juridictions. Une fois encore, le combat que porte l'intersyndicale, a été largement relayé sur le plan médiatique.

La pression et la mobilisation ont déjà permis certaines avancées : renouvellements de contrat dans les différentes DIR, déblocage d'une enveloppe de 3 millions d'euros par le ministère, saisine de l'Inspection Générale de la Justice et des possibles autorisations dans certaines DIR à recruter à nouveau à compter du 1er novembre (à confirmer).

Malgré tout et pour l'heure, cela n'est pas encore suffisant et il faut pouvoir étendre la mobilisation afin de défendre une Justice des mineurs de qualité. Que va-t-il advenir des suivis durant cette période et quelles conséquences cela va-t-il avoir sur les conditions de travail ? Le nombre d'enfants mis sur liste d'attente à la rentrée dans les services de milieu ouvert de la PJJ, commence déjà à progresser. Le nombre de postes restés vacants ajoutés aux absences non remplacées vont impacter lourdement le fonctionnement des services. Que dire des missionnements illégalement imposés pour venir renforcer les hébergements ? La précarité de l'emploi démontre bien la fragilité de la continuité des missions. Comment envisager la baisse les normes de prises en charge si on ne peut déjà pas embaucher le minimum d'agents requis pour faire fonctionner normalement nos services ?

Si à ce jour aucune information officielle et fiable n'a été communiquée sur des éventuels allègements de mesures, l'intersyndicale ne pourrait se contenter de ces seules annonces qui reviendraient sans renfort RH, à simplement allonger davantage les listes d'attente. La DPJJ ne pourrait se contenter de telles annonces lors de l'audience qui doit normalement se tenir le 6 septembre prochain.

En plein cœur de la crise qu'elle a elle-même provoquée, la Directrice de la PJJ se permet même de mépriser le dialogue social et les demandes de l'intersyndicale. Alors que l'intersyndicale a demandé des données chiffrées sur la situation actuelle pour la rencontre avec l'IGJ, la directrice se permet de différer la transmission de ces informations, alors même que les équipes de la DPJJ savent en temps réel l'état des services, à force de matraquer les Directions Inter-régionales de demandes de remontées de « tableaux ». Pourquoi alors refuser de nous les communiquer si ce n'est pour annihiler le contre-pouvoir syndical ?

Tout ceci est irresponsable. Si on voulait démanteler la PJJ et casser le peu d'attractivité qui restait, on ne s'y prendrait pas autrement.

**En plus d'appeler les personnels à porter un brassard noir à compter du 2 septembre pour défendre un service public de la justice des mineurs de qualité, nous appelons d'ores et déjà les personnels à se mobiliser dans une nouvelle journée d'action et de grève le 19 septembre prochain, si la DPJJ n'est pas en mesure de prendre des engagements supplémentaires.**

**C'est collectivement que nous préserverons le service public au service des jeunes et de leur famille !**